



La révolte fiscale a commencé !

**Thierry Merret, porte-parole des Bonnets rouges :
«L'Écotaxe n'est qu'un symbole,
nous voulons d'abord libérer les énergies.»**

C'est la star de la semaine dans les médias : Thierry Merret est l'homme qui incarne la révolte fiscale des Bonnets rouges après la grande manifestation de Quimper. Les Bonnets rouges se sont fait remarquer en manifestant dignement et pacifiquement. Certes, ils ont fait brûler plusieurs portiques Écotaxe au passage, quelques radars automatiques aussi, mais ce sont les signes de l'oppression fiscale d'un État qui étouffe les énergies. Résultat, les bonnets de couleur rouge se vendent comme des petits pains et Armor Lux est même en rupture de stocks ! Thierry Merret, président de la FDSEA 29 (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), est un homme posé et cultivé. Il souligne que l'écotaxe n'est qu'un symbole, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le combat contre l'oppression fiscale ne fait que commencer.

L'Hebdo-Bourseplus : La France s'interroge beaucoup sur la révolte des Bonnets rouges. Est-ce le début d'une jacquerie ? Est-ce un mouvement de contestation, pas simplement sur les questions agricoles, mais sur les questions fiscales d'une manière générale ? L'exemple breton peut-il être suivi dans d'autres régions, notamment celles qui ont une forte identité ?

Thierry Merret : Je suis effectivement paysan, président de la FDSEA du Finistère, mais aussi porte-parole du Collectif pour l'emploi en Bretagne, qui associe des artisans, des commerçants, des pêcheurs, des transporteurs, des paysans... C'est un fait totalement nouveau. Nous oublions nos étiquettes syndicales pour nous unir autour d'un message, nous voulons vivre et travailler au pays. Vous évoquez le terme de jacquerie : cela fait trop agricole, c'est d'abord un mouvement que je n'ai jamais connu. Il y a un véritable ras-le-bol aujourd'hui, avec beaucoup de Bretonnes et de Bretons, jeunes et moins jeunes, qui voudraient pouvoir créer de l'emploi. Cela fait trois mois que je côtoie les artisans, les commerçants, les pêcheurs et les chefs d'entreprise, et ils ont tous le même discours : «Nous avons trop de contraintes administratives, trop de contraintes fiscales, trop de contraintes sociales... Si l'on nous permettait de libérer les énergies, on pourrait créer de l'emploi et participer au redressement économique de la France».

Hors de Bretagne, les citoyens ont parfois été heurtés par le sabotage des fameux portiques Écotaxe. Bruno Le Maire, ancien ministre de l'Agriculture, a aussi été choqué, mais les manifestants clament qu'ils s'attaquent à une sorte de «guillotine fiscale» incarnée par ce portique... En le démontant, ils ont aussi abattu cette guillotine...

Il faut comprendre que ce n'est pas d'aujourd'hui que nous sommes en révolte contre cette écotaxe. Les portiques n'étaient pas encore montés, le 4 février 2009, que nous étions à La Gravelle, au début du péage sous la neige, avec tous les acteurs économiques, pour dire non à l'écotaxe. Il faut savoir que la Bretagne avait obtenu de haute lutte la gratuité des routes. Certes, on roule 20 km/h moins vite, mais elles sont gratuites. Lorsque les Françaises et les Français viennent dans notre belle région, ils sont contents de ne pas payer les routes !

On peut lire sur Internet des messages très sévères sur le thème : « Ces Bretons veulent des

subventions et ne pas payer d'impôts, etc... »

Il y a des Bretons partout dans le monde, mais il y en a aussi beaucoup qui ont voulu vivre et travailler au pays. Avec la construction de l'Europe, il y a eu le choix de construire une agriculture, de l'agroalimentaire, qui a exporté. Mais l'écotaxe n'est qu'un symbole, nous voulons d'abord libérer les énergies.

Comment les choses vont-elles se passer au cours des prochaines semaines ?

Les artisans, les commerçants, les transporteurs, les pêcheurs, les agriculteurs et bien d'autres sont déjà avec nous dans le collectif. Nous avons tout le monde, mais chacun oublie son étiquette syndicale. A Quimper, nous étions plus de 30 000. Les choses se sont passées dans le calme et dans la dignité, avec des gens qui sont venus de tout le grand Ouest, même de Vendée et de la Manche. Il y a aujourd'hui des gens qui ont envie de bouger, parce que le ras-le-bol fiscal touche même le citoyen lambda.

Il paraît que les bonnets rouges se vendent comme des petits pains dans les boutiques Armor Lux. Comment avez-vous eu cette idée ?

Nous sommes quelques-uns à avoir eu cette idée. À l'époque de Colbert, l'équivalent de Jean-Marc Ayrault, et Louis XIV, l'équivalent de François Hollande, il fallait financer la guerre de Hollande - cela s'appelaient comme ça - et ils ont mis des taxes. La Bretagne s'est retrouvée en récession grave pendant deux siècles et il y a eu cette révolte des Bonnets rouges en 1675, notamment face à la taxation du papier timbré et du tabac. La Bretagne a toujours été riche quand elle était une terre d'expédition, elle n'a plus eu la possibilité d'exporter et, pendant plus de deux siècles, elle est redevenue une terre de landes et d'ajoncs... Le choix d'Armor Lux est venu tout naturellement. Jean-Guy Le Floch et Michel Gueguen ont quitté l'entreprise Bolloré pour reprendre une entreprise de textile à la pointe du Finistère. Aujourd'hui, Armor Lux est connue dans le monde entier et ils ont même ouvert un magasin à New York ! Il y a aussi une éthique sociale, ils sont très réactifs, ils ont envie de vivre et de travailler au pays. Si Vincent Bolloré a décidé d'installer son usine de batteries pour la Bluecar, avec 300 emplois, cela veut dire qu'il y a des initiatives possibles. Nos gouvernants doivent comprendre cela.

Allez-vous aborder le sujet de l'indépendance de la Bretagne ?

Chaque chose en son temps ! En 2009, nous étions déjà contre l'écotaxe, mais c'était un gouvernement

de droite. Aujourd'hui, c'est un gouvernement de gauche... Mais, à gauche comme à droite, ce sont des gens profondément jacobins et nous demandons que les régions aient davantage de pouvoir. Si on libère les énergies un peu partout, ce serait formidable. La France a été le deuxième pays exportateur au monde de produits agricoles, nous sommes passés en cinquième position ! On va continuer longtemps comme cela ? Les Bretons ont aujourd'hui l'impression d'être complètement abandonnés par Paris, d'où l'idée des bonnets rouges, puisque c'est aussi ce qui s'est passé à travers une répression inadmissible. On demande qu'ils reviennent à la raison.

On vous accuse aussi d'être à l'origine d'une coalition hétéroclite avec des gens issus de l'extrême gauche, de l'extrême droite, des libéraux, des indépendantistes...

Au niveau du Collectif pour l'emploi en Bretagne, on ne fait pas de politique et on refuse toute récupération politique. Il y a cependant un constat : on entend beaucoup de ceux qui ont voté à gauche dire qu'ils ne vont plus aller voter ou qu'ils feront un vote militant qui ne nous servira pas, parce que nous ne sommes pas une terre d'extrémisme en Bretagne.

Allez vous présenter des listes aux prochaines élections ?

Non. Il faut être sérieux, nous sommes d'abord des besogneux, des artisans, des commerçants, des chefs d'entreprise, des pêcheurs, des paysans... Nous n'avons pas l'intention d'aller aux élections. Il y a des échéances municipales et européennes, peut-être que d'ici là François Hollande sera dans l'obligation de revoir son Assemblée nationale...

Finalement, vous ne demandez pas grand-chose : la fin du harcèlement fiscal et qu'on vous laisse travailler...

Oui, on a envie de travailler, on a envie de créer de l'emploi. On ne comprend pas cette volonté de toujours vouloir taxer l'économie de production. Je remercie les Françaises et les Français de toutes les régions de France qui nous soutiennent, car nous recevons une quantité de courriers électroniques et de fax, je n'ai jamais vu cela ! J'ai 52 ans, ce soutien montre qu'il y a quand même un ras-le-bol des citoyens que l'on veut taxer. Il y a trop de contraintes administratives. C'est à se demander si dans notre administration, il n'y a pas des gens qui créent des nouvelles normes uniquement pour garder leur boulot ! ■